

Administration du Siège
Marché n° 2025DDGEDSSA062

Prestations de services

En application du code de la commande publique

**ACCORD CADRE DE TRANSPORT DE PERSONNES PAR VEHICULE
AVEC CHAUFFEUR**

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique
Procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article R.2124-2 1° du code de la
commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Inserm
Administration du Siège - Pôle Finances
101 rue de Tolbiac
75654 Paris Cedex 13.

Sommaire

ARTICLE 1 - PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

ARTICLE 3 - FORME ET MONTANT DU MARCHE

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE

ARTICLE 6 – PRIX DES PRESTATIONS

ARTICLE 7 - PRIX

ARTICLE 8 - DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES, DELAIS ET LIEUX D'EXECUTION

ARTICLE 9 - PENALITES

ARTICLE 10 - REPRESENTANTS DES PARTIES

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 12 - DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE COMMANDE

ARTICLE 13 - DETERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS

ARTICLE 14 - GESTION DU PERSONNEL

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 16 - ASSURANCE

ARTICLE 17 - RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES

ARTICLE 18 - RESILIATION

ARTICLE 19 - DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article 1 - Présentation du pouvoir adjudicateur

Créé en 1964, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche.

Sa mission est d'améliorer la compréhension des maladies et de raccourcir les délais pour faire bénéficier les patients, le monde médical et les partenaires nationaux et internationaux, des résultats de la recherche.

La présentation de l'Inserm est disponible à l'adresse : <https://www.inserm.fr>

Ses domaines d'activité vont de la biologie fondamentale à la santé publique et son champ de compétence inclut toutes les dimensions fondamentales, médicales, cognitives, cliniques ou appliquées ayant trait à la recherche dans ces domaines.

L'Inserm est implanté en France sur environ 85 sites.

L'Inserm compte 340 Unités de Recherche, constituées par 1240 équipes de recherche labellisées essentiellement localisées dans les universités et les centres hospitalo-universitaires français. Ces 340 structures de recherche sont mixtes et y travaillent environ 16 000 personnes. Le personnel est composé de 8 000 salariés de l'Institut, de chercheurs d'autres EPST (CNRS, INRA...), d'universitaires, de chercheurs étrangers, d'étudiants et doctorants.

L'administration centrale est située 101, rue de Tolbiac à Paris.

L'ensemble du personnel administratif du siège et des DR représente environ 560 personnes.

Le siège de l'Inserm est organisé de la manière suivante :

- **La Direction Générale.**
- **Administration du Siège (AdS).**
- **Agence Comptable Principale (ACP).**
- **Les départements :**
 - Affaires Financières (DAF) ;
 - Affaires Juridiques (DAJ) ;
 - Évaluation et Suivi des Programmes (DESP) ;
 - Information Scientifique et Communication (DISC) ;
 - Partenariats et Relations Extérieures (DPRE) ;
 - Ressources Humaines (DRH) ;
 - Système d'Information (DSI) ;
- **L'agence de programme de recherche en santé**
- **Les instituts thématiques multiorganismes (ITMO) :**

- Neurosciences, sciences cognitives, neurologie, psychiatrie ;
- Cancer ;
- Immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie (I3M) ;
- Physiopathologie, métabolisme, nutrition (PMN) ;
- Santé publique ;
- Technologies pour la santé ;
- Bases moléculaires et structurales du vivant ;
- Biologie cellulaire, développement et évolution ;
- Génétique, génomique et bioinformatique.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation de transport de personnes par véhicules avec chauffeurs.

Le présent marché n'est pas alloti.

Article 3 - Forme et montant du marché

1.1 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2.2 Montant du marché et forme des prix

L'accord-cadre comprend des prestations à prix unitaires exécutées au moyen de bons de commande

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum pour l'ensemble de sa durée de 550.000 € H.T. Les prix sont fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement (annexe 1).

Les prix inscrits dans le BPU constituent des prix plafonds. Le titulaire peut proposer, à tout moment pendant l'exécution de l'accord-cadre, des tarifs inférieurs à ceux du BPU.

Article 4 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe le bordereau de prix unitaire (BPU);
- Le présent cahier administratif des clauses particulières (CCAP);

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021.
- Le cadre de réponse technique du titulaire (CRT)

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le présent CCAP et le CCAG-FCS, le CCAP prévaut pour l'obligation en cause.

Article 5 - Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de la date de sa notification pour une durée de douze (12) mois reconductible tacitement trois fois, sa durée ne pouvant excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

Toutefois, en cas de non-reconduction, la personne responsable du marché en informe le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard un (1) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Article 7 – Prix

7.1. Définition des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires et les prestations sont réglées suivant le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés complets, comprenant notamment toutes les prestations décrites dans le CCTP. Ils comprennent donc tout ce qui est nécessaire à l'exécution de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres charges frappant obligatoirement la prestation.

Cependant, les prix du marché sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée retenu est celui applicable à la date du fait générateur.

7.2. Révision des prix

Dans laquelle :

P = Prix révisé ;

P^{n-1} = est le Prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire, $P^{n-1} = P^{m0}$, prix établis au moment de la remise de l'offre) ;

I = Valeur du dernier indice connu à la date de demande de révision ;

I_0 = Valeur du même indice paru pour le mois précédant la date limite de remise des offres pour la première année de révision et indice I utilisé l'année précédente pour les révisions suivantes.

L'indice I utilisé est disponible sur le site de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> :

Intitulé : location de voitures particulières avec chauffeur_ Code : 60171000

Cette révision annuelle ne peut conduire à une augmentation supérieure à 3 % des prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 3%.

Les demandes de révision des prix sont formulées par le titulaire un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire transmet un bordereau des prix à jour par courrier électronique à l'adresse suivante : marches.ads@inserm.fr.

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Inserm.

Article 8 - Détail des prestations attendues, délais et lieux d'exécution

Les prestations à effectuer sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre.

Article 9 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles est susceptible de donner lieu à l'application de pénalités.

Ces pénalités sont appliquées de plein droit, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit requise.

Elles ne revêtent aucun caractère libératoire : le titulaire demeure tenu à l'exécution intégrale de ses obligations contractuelles, y compris celles ayant donné lieu à l'application de pénalités.

Article 9.1 Pénalités applicables

Article 9.1.1 Pénalité pour interruption des prestations

Si une interruption des prestations survient lors de l'exécution de la prestation, le titulaire en court, et ce jusqu'à exécution de la prestation, la pénalité suivante.

La pénalité s'élève à 100 € par jour d'interruption jusqu'à reprise de l'exécution des prestations.

Article 9.1.2 Pénalité pour retard lors d'une commande

Lorsque le délai d'arrivée du véhicule est supérieur à 20 minutes pour les courses dont le lieu de prise en charge est Paris intra-muros ou dans les départements limitrophes se situant dans la zone d'activité parisienne (au sens de la réglementation des taxis).

L'Inserm a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de 10 € par course ou transfert en retard.

Article 9.1.3 Pénalité liée à la qualité du service

S'il survient un incident lié au comportement contraire à la qualité de service attendue d'un chauffeur.

La pénalité appliquée est égale au montant de la course. L'Inserm peut exiger de la part du titulaire la production d'un rapport circonstancié dans les quarante-huit heures à compter des faits signalés ci-dessus.

Article 9.1.4 Pénalité pour non-respect d'une obligation contractuelle

Toute obligation contractuelle qui n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique peut faire l'objet d'une pénalité après mise en demeure restée infructueuse pendant huit (8) jours, ce délai pouvant être ramené à 48 heures en cas d'urgence.

La pénalité s'élève à 100 € par jour calendaire.

Article 10 - Représentants des parties

Article 10.1 - Représentant de l'Inserm

En application de l'article 3.3 du CCAG/FCS, le représentant habilité à engager l'Administration pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le responsable technique du suivi et de l'exécution du marché est l'Administrateur du Siège ou ses représentants désignés, qui sont les interlocuteurs principaux du titulaire.

L'interlocuteur administratif du marché est le Responsable des achats de l'Administration du Siège.

Article 10.2 - Représentant du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Article 10.3 - Forme de communications

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique, complétée par le règlement européen eIDAS 2014), l'Inserm et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

ARTICLE 11. Obligations du titulaire

Article 11. 1 - Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 11.2 – Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 11.3 – Obligations d'information de modifications affectant le titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Article 12 - Déclenchement des prestations et modalités de commande

L'exécution des prestations est déclenchée par la notification du présent marché et l'émission de bons de commande par l'Inserm, en fonction de ses besoins.

Article 13 - Détermination du prix des prestations

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Ils sont unitaires conformément à la répartition formulée dans le bordereau des prix, annexe au présent document.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire, d'assurance

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui applicable à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm. Modalités de règlement des comptes.

Article 13.1 - Règlement des sommes dues

Les sommes dues au titulaire sont réglées mensuellement à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de l'admission de la prestation correspondante.

Article 13.2 - Facturation

Conformément à la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-5 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent indiquer :

- le numéro du bon de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.
- le numéro SIRET, identifiant l'Inserm : 18003604800015
- le code service : INMSG

La facture comprend, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du présent marché,
- la désignation de la/ des prestation (s),
- le montant HT à payer,
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- le montant TTC,
- le numéro de compte bancaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

Article 13.3 - Paiement

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément aux dispositions du décret n°2013-269.

Le titulaire est réglé directement par l'Inserm en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

En cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/FCS, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/FCS.

En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 14 - Gestion du personnel

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Article 15 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'Inserm et le titulaire.

Article 16 - Assurance

Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et sera maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvrira notamment :

- toute faute professionnelle du titulaire,
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers de l'Inserm,
- les coûts de reconstitution des données perdues ou endommagées,
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché,
- les actes de malveillance.

Par ailleurs, le titulaire doit souscrire d'une assurance automobile spécifique au transport de personnes à titre onéreux.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite doit être fournie.

Article 17 - Respect des obligations sociales

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Inserm, à l'adresse suivante : www.e-attestations.com

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent document.

Article 18 - Résiliation

Article 18.1 - Résiliation par l'Inserm

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'Inserm pourra, à tout moment, résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable.

Article 18.2 - Résiliation aux torts du titulaire

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire :

- si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités pendant trois mois consécutifs.

Article 18.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS, l'Inserm peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 19 - Différends entre les parties

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou l'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application du chapitre 8 du CCAG/FCS.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif du ressort géographique du lieu de domiciliation de l'établissement est compétent.

Article 20 - Dérogations au CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 1.2. du CCAG-FCS, la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé n'est pas contenue dans les documents du DCE.